

GCE 7th WORLD ASSEMBLY

22 - 24th November 2022
Johannesburg-South Africa

The Future of Education Re-Imagined

#EducationReImagined

GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

Document de discussion 2

Décoloniser le financement et l'aide à l'éducation

a. Introduction

Comme le stipule la législation internationale des droits humains, le financement de l'éducation est l'une des obligations centrales de l'État. La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CIDE) réitèrent le droit à un enseignement primaire gratuit et obligatoire, le droit à une éducation universellement disponible et progressivement gratuite au niveau secondaire, le droit à l'apprentissage tout au long de la vie, de l'éducation de la petite enfance à l'âge adulte, le droit à une éducation de qualité et le droit à une éducation sans discrimination qui réponde aux besoins des plus marginalisés.

Il en ressort clairement que : i) l'éducation doit être disponible et accessible à tous ; ii) elle doit être fournie gratuitement (au moins pour l'éducation de base et progressivement à tous) et sans discrimination ; iii) elle doit être de bonne qualité ; et iv) elle doit correspondre et contribuer à son contexte social¹.

En dépit des références normatives, il est évident que le financement de l'éducation constitue une dette en suspens et que d'innombrables pays ne sont pas en mesure d'allouer à leur système éducatif le budget requis.

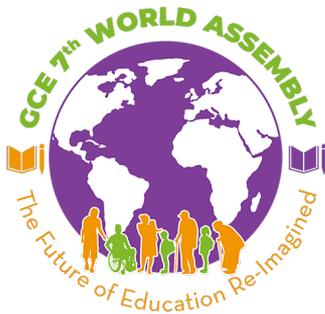
L'ODD 4 ne pourra être réalisé d'ici 2030 sans une augmentation significative et bien ciblée des financements, en particulier dans les pays les plus éloignés de la réalisation d'une éducation de qualité pour tous à tous les niveaux. Il est donc extrêmement urgent d'adhérer aux critères internationaux et régionaux consistant à allouer efficacement à l'éducation au moins 4 à 6 % du produit intérieur brut et/ou au moins 15 à 20 % des dépenses publiques totales. Les normes internationales appellent également les pays développés à atteindre l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) dédié à l'APD aux pays en développement².

La lutte pour le financement de l'éducation est historiquement au cœur du travail de la CME et fait partie des actions stratégiques de la grande majorité de ses membres. L'Assemblée mondiale offre une occasion optimale de renouveler cet engagement.

b. Analyse du contexte en relation avec la CME

¹ Campagne mondiale pour l'éducation. "L'importance du financement : Une boîte à outils sur le financement intérieur de l'éducation" p. 22

² Déclaration d'Incheon et Cadre d'action



GCE 7th WORLD ASSEMBLY

22 - 24th November 2022
Johannesburg-South Africa

GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

The Future of Education Re-Imagined

#EducationReImagined

Compte tenu de la privatisation, de la commercialisation et de la marchandisation croissantes de l'éducation, les systèmes éducatifs deviennent de plus en plus inéquitables, ce qui aggrave l'exclusion économique en général et menace les progrès vers une éducation publique gratuite et de qualité pour tous. Du point de vue du financement de l'éducation, on estime à 148 milliards de dollars le déficit de financement annuel pour atteindre l'ODD 4 dans les pays à revenus faible et intermédiaire (tranche inférieure)³. Les coûts supplémentaires dus aux fermetures d'écoles liées au COVID-19 risquent d'augmenter ce déficit de financement d'un tiers, soit entre 30 et 45 milliards de dollars⁴. En raison de ce risque accru, il est urgent que la société civile, et surtout la CME, veillent à ce que le financement de l'éducation atteigne les plus marginalisés et que ces ressources soient utilisées pour renforcer les systèmes d'éducation publique gratuits au profit de tous.

L'engagement de la CME doit répondre de manière stratégique aux différents risques, lacunes et menaces, de manière à prendre en compte tous les aspects dans lesquels le financement de l'éducation est en danger. Nous avons noté d'énormes besoins en ce qui concerne le financement national (y compris la justice fiscale), l'aide internationale, l'endettement croissant et la privatisation. Tous ces points requièrent des réponses différentes et ciblées, bien que l'expérience montre qu'une approche coordonnée et systémique donne des résultats positifs.

Le processus du Sommet sur la transformation de l'éducation a permis à la CME de participer activement à la préparation du document de travail du cinquième volet d'action⁵, qui présente une approche globale des problèmes les plus urgents en matière de financement de l'éducation et lance un appel à la mobilisation de ressources supplémentaires, à l'amélioration de l'équité et de l'efficacité des dépenses d'éducation et à la production de données plus solides et précises sur le financement de l'éducation et la responsabilité.

Tous ces problèmes ont en commun la nécessité de travailler à la décolonisation du financement de l'éducation.

Bien que la décolonisation ne soit pas un concept nouveau dans les régions où opèrent les membres de la CME, son application dans les politiques financières est très importante pour abolir les relations coloniales qui continuent de peser sur les pays en développement.

Malheureusement, les visions coloniales continuent d'offrir des interprétations erronées sur la nature des problèmes financiers, conduisant à croire que la rareté des ressources est imputable au manque de capacité des populations à résoudre leurs problèmes nationaux, pour lesquels l'aide internationale est fréquemment proposée comme une panacée aux budgets

³ <https://www.developmentaid.org/api/frontend/cms/file/2020/09/374163eng.pdf>

⁴ <https://www.developmentaid.org/api/frontend/cms/file/2020/09/374163eng.pdf>

⁵ <https://transformingeducationsummit.sdg4education2030.org/AT5DiscussionPaper>



GCE 7th WORLD ASSEMBLY

22 - 24th November 2022
Johannesburg-South Africa

The Future of Education Re-Imagined

#EducationReImagined

GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

nationaux, masquant ainsi les ambitions commerciales et la domination politique qui se cachent derrière.

Il convient d'insister sur le fait que l'aide et la coopération internationales ne sont pas destinées à définir le contenu des politiques publiques dans les pays en développement. Les actions orientées en fonction des donateurs et de l'aide peuvent être considérées comme des exemples de colonisation, lorsque leurs programmes imposent non seulement les conditions de paiement, mais aussi la manière dont les ressources doivent être investies.

Dans certains cas, la pression est si forte que même les pays bénéficiaires sont obligés d'acheter des biens et des services aux fournisseurs des pays coopérants ou donateurs.

c. Points clés à prendre en compte par les membres de la CME

Le financement de l'éducation ne doit pas être déconnecté des objectifs de l'éducation. Il ne suffit pas d'augmenter les budgets scolaires si cela ne conduit pas à la démocratisation des investissements. La pertinence du budget⁶ est donc un élément essentiel des politiques éducatives et implique de donner la priorité aux investissements en faveur des populations historiquement exclues.

Si elle n'est pas consciemment orientée vers le renforcement de la justice sociale par le biais de l'éducation, l'augmentation du financement de l'éducation ne suffira pas à elle seule à briser les cycles de l'exclusion. Le financement de l'éducation doit s'appuyer sur une orientation politique et c'est pourquoi il est nécessaire d'établir des systèmes de suivi et d'analyse des données pour guider les politiques éducatives.

La CME a lancé l'Observatoire du financement de l'éducation (EFO), un mécanisme multidimensionnel de portée mondiale qui offre à la société civile une occasion sans précédent de générer et de rassembler des informations et des ressources fondées sur des preuves afin de mener des campagnes transnationales efficaces en réponse aux crises actuelles du financement dans le secteur de l'éducation.

La lutte pour le financement de l'éducation devrait se rapprocher d'autres initiatives sur l'allègement et/ou l'annulation de la dette, la justice fiscale et l'endigement du "multistakeholderism" et de la prise de contrôle des politiques publiques par les entreprises.

d. Principales questions à explorer dans la discussion

⁶ Le rapport de la CME intitulé "L'importance du financement : Une boîte à outils sur le financement intérieur de l'éducation" contient des explications détaillées sur les 4 S, notamment sur la pertinence ("sensitivity") du budget de l'éducation.



GCE 7th WORLD ASSEMBLY

22 - 24th November 2022
Johannesburg-South Africa

The Future of Education Re-Imagined

#EducationReImagined

GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

Comment la CME peut-elle améliorer l'engagement/la coordination avec les autres mouvements d'OSC ?

Quelles initiatives de partage des bonnes pratiques souhaitez-vous recommander ?

Quelles stratégies de suivi et de responsabilisation du financement de l'éducation la CME peut-elle envisager ?